



Des actions ou des augmentations de salaire ?

La direction a lancé un nouveau plan d'actionnariat salarié : **8 actions gratuites** par salarié et un tarif préférentiel sur 11 autres actions. Ces actions sont bloquées 5 ans et leur valeur va dépendre des yoyos de la Bourse. En pleine période d'**inflation**, ce sont pourtant des **augmentations de salaire** qui sont **urgentes** et **nécessaires**.

Aux USA, les salariés de l'automobile montrent l'exemple. Le syndicat UAW (United Auto Workers) a lancé une grève dans plusieurs usines GM, Ford et Stellantis (34 milliards d'euros de bénéfices en 2022 à eux trois). L'UAW réclame 36% d'augmentation de salaire sur 4,5 ans (**18% la 1^{ère} année**), la suppression du statut dérogatoire des nouveaux embauchés et des intérimaires (payés moins et n'ayant pas la même retraite ni la même couverture médicale) et la remise en place d'un système de rattrapage de l'inflation. **En France aussi, les salaires doivent suivre au moins l'inflation.**

Son amie, c'est la finance

Luca De Meo voudrait que les salariés détiennent 10% du capital de Renault. Quitte à **susciter artificiellement l'engouement** des salariés et à multiplier les distributions d'actions : « Share the future » 2018, « Renaultion shareplan » 2022 et 2023... Ces plans sont financés par **l'achat par Renault de ses propres actions**. Cet argent n'est pas mis pour soutenir les salaires et l'investissement productif. Au contraire, il **alimente un système financier**

déjà en surchauffe. La crise des subprimes, symbolisée par la faillite de la banque Lehmann Brothers en 2008, n'est pourtant pas si loin. Et si on arrêta plutôt de mettre le sort de dizaines de milliers d'**emplois**

La Bourse ou la vie

Lors de la privatisation de Renault en 1994, l'action Renault valait 165 francs, soit **25,15 €**. Depuis elle n'a cessé de faire du yoyo. En 2007, elle a atteint son record à **119 €** avant de chuter à **11,5 €** en 2009 suite à la crise des subprimes. Elle est ensuite remontée à **98 €** début 2018... avant l'arrestation de Ghosn qui l'a fait descendre à **17 €** en 2020. A la Bourse, le jackpot est pour les gros spéculateurs, les petits porteurs touchent des miettes ou paient la note.

entre les griffes de la **spéculation boursière** !

En rachetant ses actions et en les distribuant aux salariés, **l'objectif de la direction est double** :

- 1) Soutenir le cours de l'action Renault
- 2) Faire que les salariés se prennent au jeu boursier et adhèrent aux objectifs pro-finance de la direction.

La direction a pour priorité de « **gagner la confiance des investisseurs** ». Elle s'est félicitée d'être sur le podium 2023 du média financier américain « Institutional investor's ». Elle préfère ce classement à celui de la banque suisse UBS qui recommande aux spéculateurs de vendre leurs actions Renault. **Qui croire ?** Les experts financiers ne font que commenter les crises et ne les prévoient jamais.

13 octobre : journée d'action pour les salaires

L'intersyndicale nationale, regroupant les confédérations et unions syndicales CFDT, CGT, CFE-CGC, FO, UNSA, CFTC, SUD/Solidaires et FSU appelle à une journée de mobilisation vendredi 13 octobre pour l'augmentation des salaires, des pensions et l'égalité femme-homme. SUD appelle à faire **grève** et à participer aux **manifestations** qui seront organisées.

Salariés actionnaires : une grande famille ?

En fait, le groupe des « salariés actionnaires » cachent de **profondes inégalités**. Il n'y a qu'à comparer les 6 actions gratuites versées aux salariés en 2022 au nombre d'actions versées aux cadres dirigeants.

Prénom et nom (Sources AMF et Renault)	Fonction	Actions gratuites en 2022	Montant (valeur action 38.42€ au 19/09/2023)
Luca De Meo	Directeur Général Groupe	75 000	2 881 500 €
François Roger	DRH Groupe	25 331	973 217 €
Frédéric Vincent	Directeur Informatique et Rlt Digital	25 331	973 217 €
Laurens Van Den Acker	Directeur Design	25 331	973 217 €
Véronique Sarlat-Depotte	Secrétaire générale Alliance	25 331	973 217 €
Denis Le Vot	Directeur DACIA et Supply Chain	23 617	907 365 €
J-V De Los Mozos	Ex-directeur Industriel et pays Iberia	23 104	887 656 €
Clotilde Delbos	Directrice Mobilize	17 136	658 365 €
Gilles Le Borgne	Directeur Ingénierie Renault	16 638	639 232 €
Thierry Piéton	Directeur financier Renault Group	15 173	582 947 €
François Provost	Directeur Achats Renault et Alliance	10 815	415 512 €
Fabrice Cambolive	Directeur marque Renault	9 151	351 581 €
Joao Leandro	Directeur Financier Mobilize	4 575	175 772 €
Catherine Gros	Directrice Art Patrimoine Mécénat	3 328	127 862 €
Laurent Rossi	Directeur Marque Alpine	3 328	127 862 €
Thierry Charvet	Directeur Industriel et Qualité	2 496	95 896 €
Mr et Mme Toutlemonde	Salarié(e) Renault	6	231 €

Les « cadres clés » et les autres...

Renault lance aussi des opérations de « **co-investissement** » destinées aux « *cadres clés du Groupe* ». Elles ont « *pour vocation d'intéresser les cadres dirigeants du Groupe aux résultats de l'entreprise tout en permettant l'alignement de leurs intérêts long-terme avec ceux des actionnaires.* » Des actions gratuites leur sont versées selon des **critères financiers** (rendement pour les actionnaires, rentabilité des capitaux investis, MOP).

Le Conseil d'administration du 15 février 2023 a ainsi attribué **199 660** actions de performance aux **280** « **cadres clés** » participants au plan de co-investissement et 8 629 actions à Luca De Meo.

Premiers effets d'un démantèlement

Les 9000 salariés de **Horse** sont **exclus** du plan d'actionnariat salarié 2023. Renault a d'ailleurs « **déconsolidé** » les actifs de Horse en les lui cédant pour **3,6 milliards d'euros**. En sera-t-il de même avec Ampere ? Si la direction croit tant à l'avenir du groupe Renault au point de distribuer des actions aux salariés, pourquoi s'échine-t-elle à **démanteler le groupe** et son patrimoine ?

L'illusion actionnariale

Au **31 décembre 2022**, le capital de Renault se répartissait ainsi :

- État français : 15.01 % - Nissan Finance : 15.00 %
- Salariés/anciens salariés : 3.79 % (FCPE 2.92 %, individuel 0.87 %)
- Auto-détention : 1.80 %
- Investisseurs institutionnels (banques, fonds d'investissement...) : 48.99 % (dont **5.05 % pour The Capital Group Companies**, l'un des trois principaux **fonds de pension** mondial)
- Public (actionnaires individuels...) : 15.41 %

Même si la part des salariés passait à 10%, ils seraient minoritaires et n'auraient **pas de pouvoir de blocage ni de décision**. Salariés et actionnaires ont des **intérêts différents** et souvent **opposés**.

Les perdants du plan d'actionnariat 2018

Les salariés qui ont souscrit à l'opération « Share the future 2018 » en sont de leur poche. Avec un abondement de 20%, ils ont acheté l'action Renault 58,32 €. Aujourd'hui, elle vaut 38 €. Est-ce pour cette raison qu'elle les verse maintenant en partie gratuitement ?!

Syndiquez-vous

En ces temps de grands chamboulements et de délitement des liens sociaux, se syndiquer est une nécessité. Bénéficiez et participez ainsi à un réseau de solidarité, d'information, de soutien et d'aide juridique. L'union fait la force, ne restez plus isolé. Les 2/3 de la cotisation syndicale peuvent être déduites de ses impôts sur le revenu.

SUD : le syndicat Solidaire, Unitaire et Démocratique !

C'est par là...

